

Paris, le

Monsieur Le Président,

Lors des dernières assemblées de la Banque Mondiale et du FMI qui se sont tenues à Prague, j'ai tenu à souligner la gravité de l'épidémie de SIDA dans les pays en développement. Compte tenu de la rareté des ressources financières, si on les compare aux besoins, les actions de la communauté internationale à cet égard devront être encore plus lisibles, plus efficaces et mieux répondre aux attentes des pays en développement.

Alors que 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour et que nombreux sont ceux qui, en Afrique en particulier, sont victimes de l'expansion de maladies infectieuses comme le SIDA, le paludisme et la tuberculose, la France maintient sa volonté de poursuivre, sur cette question, une politique active et ambitieuse.

Ma conviction est que la lutte contre les maladies infectieuses ne peut progresser significativement sans un appui exceptionnel et solidaire de la communauté internationale. Outre les obstacles que sont la faible coordination des acteurs et la mobilisation encore insuffisante des gouvernements locaux, il me paraît aussi important de réunir des moyens financiers importants.

C'est pourquoi, j'ai proposé, à Prague, lors de la session conjointe du Comité de Développement et du Comité Monétaire et Financier International, de se fixer comme objectif que 10 milliards de dollars soient consacrés à la consolidation des systèmes de santé et à la lutte contre le SIDA dans les pays en développement au cours des prochaines années. Ces ressources doivent ainsi permettre d'améliorer la prévention, le dépistage, l'accès aux soins et d'atténuer les effets économiques et sociaux négatifs de cette épidémie.

Monsieur James D. WOLFENSOHN  
Président de la Banque Mondiale  
1818 H Street N.W.  
Washington, DC 20433 USA

Je souhaite donc que ces ressources viennent accompagner les décisions prises par les Etats bénéficiaires lors de l'élaboration des Cadres Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (CSRП) qui permettent de programmer l'utilisation des marges de manœuvre offertes par l'initiative sur la dette. Elles peuvent être mises en cohérence avec les engagements des laboratoires pharmaceutiques de faciliter l'accès aux soins en réduisant le prix des médicaments ou en finançant des projets initiés par la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale de la Santé ou l'ONUSIDA.

Comme vous le savez, j'ai souhaité que la Banque Mondiale soit au cœur de ce dispositif de mobilisation. Dans ces conditions, je voudrais vous proposer quatre axes d'action pour rendre opérationnelle cette proposition:

- inscrire nos actions en la matière dans les Cadres Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (CSRП). Il me paraîtrait souhaitable que vos équipes, en liaison avec celles du FMI, aient constamment ce souci lors du dialogue qu'elles entretiennent avec les pays bénéficiaires de l'initiative sur la dette, au moment de la conception de ces cadres stratégiques;
- déterminer pour les enveloppes de l'Association Internationale pour le Développement (AID) actuelles et futures, les points d'application de financements destinés à la lutte contre le SIDA, notamment en Afrique;
- identifier les meilleurs acteurs sur place dans chaque pays, en liaison avec ONUSIDA et l'Organisation Mondiale de la Santé, pour mettre en œuvre une action globale de lutte contre la maladie recouvrant l'information, la prévention, le dépistage et les traitements;
- réfléchir enfin à une politique de concertation entre les services de santé des pays du Nord et ceux de la Banque afin de parvenir rapidement à une proposition de dispositif opérationnel. Le FSTI (Fonds de Solidarité Thérapeutique Internationale) pourrait utilement participer à ces échanges.

La France, qui a inscrit la lutte contre le SIDA parmi ses priorités, est ainsi prête à bâtir un partenariat étroit avec la Banque.

Je souhaite connaître votre sentiment sur ces propositions et, dans l'attente, vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Laurent Fabius